



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Incidence économique de la crise sanitaire

Question au Gouvernement n° 3476

Texte de la question

INCIDENCE ÉCONOMIQUE DE LA CRISE SANITAIRE

M. le président. La parole est à M. Loïc Prud'homme.

M. Loïc Prud'homme. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance, nous sommes aujourd'hui face à un gouffre du fait de l'improvisation totale de votre gouvernement et de l'incapacité à anticiper dont il fait preuve depuis plus de huit mois. Ce n'est pas faute de vous avoir alerté, d'avoir déposé des propositions de loi – onze –, rédigé des rapports – cinq –, des guides – quatre –, d'avoir animé une commission d'enquête pour planifier une trajectoire de sortie de crise et éviter d'y sombrer à nouveau. Mais vous n'avez rien voulu entendre ; vous n'avez réussi qu'à nous mener au bord du chaos, sanitaire et économique.

Aux commerçants qui posent la question de la continuité de leur activité, je dis ceci : si nous étions au Gouvernement, vous pourriez à cette heure accueillir dans vos magasins deux ou trois clients, selon le protocole strict que vous avez déjà appliqué. Contrairement à ce que le ministre va répondre dans quelques secondes, comme il l'a déjà fait, c'est bien moins risqué sur le plan sanitaire que de s'entasser à vingt dans les rayons des supermarchés, par dizaines dans les transports, les classes et les cantines scolaires. Vous êtes attentifs à la sécurité sanitaire de vos clients ; les irresponsables, ce sont ceux qui vous ont déjà abandonnés une première fois quand vous batailliez pour que vos pertes d'exploitation soient prises en charge par des assureurs privés voraces qui continuent à verser des dividendes.

Oui, il y en a assez des profiteurs de crise, dont on attend qu'ils soient sévèrement rappelés à leur devoir de solidarité nationale. Quatorze milliards de fraude à la TVA pour les géants du e-commerce d'après les services du ministère de l'économie, sans que le ministre lève le petit doigt ! Artisans, commerçants, s'ils avaient affaire à nous, ces géants seraient taxés dès demain pour dommages environnementaux et sociaux. Les milliards volés par ces profiteurs de misère seraient immédiatement utilisés pour permettre à notre tissu économique de proximité de survivre à cette crise.

Monsieur le ministre, l'économie, ce n'est pas que le portefeuille du PDG d'Amazon. Quand prendrez-vous les mesures que l'urgence impose avant que le rideau de milliers de petits commerces ne tombe définitivement ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance. Vous nous dites que depuis huit mois que cette crise a commencé, nous avons fait preuve d'improvisation en matière économique.

Depuis huit mois, la France a apporté un soutien sans faille à son économie. Depuis huit mois, la France a dégagé 120 milliards d'euros de prêts garantis par l'État pour éviter que les entreprises fassent faillite. Depuis

huit mois, la France soutient son secteur aéronautique et son secteur automobile,...

M. Loïc Prud'homme. Et le petit commerce ?

M. Bruno Le Maire, ministrel'hôtellerie, les cafés, la restauration, le tourisme, l'événementiel, le secteur de la culture. Depuis huit mois, la France est en Europe le pays qui a le mieux protégé le pouvoir d'achat de ses citoyens, en compensant le chômage massif dans une mesure qu'aucun autre pays n'a égalée. Depuis huit mois, la France se tient aux côtés des petits commerçants : elle a mis en place un fonds de solidarité qui est un des plus généreux d'Europe pour qu'ils perdent le moins possible de leur chiffre d'affaires et de leurs revenus.

Depuis un mois, à la demande du Premier ministre Jean Castex et celle du Président de la République, nous avons renforcé massivement ces mesures de soutien aux commerces. En novembre, nous dépenserons autant au titre du fonds de solidarité que tout ce que nous avons dépensé depuis le mois de mars !

Cette majorité, et la République dans son ensemble, a apporté un soutien massif, total, immédiat à notre économie. Je ne vous laisserai pas dire que nous avons laissé tomber l'économie française alors que nous avons évité des dizaines de milliers de faillites, des centaines de milliers de licenciement, et que c'est le contribuable français, avec le fruit de son travail, qui a permis de sauver l'économie française ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM – Protestations persistantes sur les bancs des groupes FI et LR.*)

M. le président. S'il vous plaît !

Données clés

Auteur : [M. Loïc Prud'homme](#)

Circonscription : Gironde (3^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3476

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et relance

Ministère attributaire : Économie, finances et relance

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 novembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 novembre 2020](#)